



12/05/2009

Syndicat Intercommunal d'Electricité de l'AIN

32 cours de Verdun - 01006 BOURG EN BRESSE Cedex
Tél. 04 74 45 09 07 - Fax 04 74 24 77 51 - Courriel : courrier@siea.fr

Nos réf. : JFP-PCh/JPG/SB – N°2009/2114

Bourg en Bresse, le

Objet : COMMUNICATION ELECTRONIQUE
- Mutualisation des réseaux en fibre optique
- Observations sur le document soumis à consultation

	DEST	COPIE
PR	MA	X
CL		
DG		X
DGA		
RCS		
SAR		
SJ		
SI		
SOR		
SFM		
SEP		
CCM		
SHD	X	
SRP		

Monsieur le Président,

Vous avez bien voulu soumettre à consultation les orientations de l'ARCEP prises suite à la première phase des travaux d'expérimentation et d'évaluation relatifs à la mutualisation des réseaux en fibre optique.

Aussi, j'ai l'honneur de vous faire part ci-après de mes observations.

Votre autorité met en avant une proposition de différenciation entre les zones très denses pour lesquelles il est possible d'envisager le déploiement sans aide publique de réseaux de fibre optique, et les zones moins denses pour qui il est nécessaire de définir les aides à mobiliser.

La problématique d'une telle démarche serait la suivante :

1. on assisterait à une diminution des possibilités de péréquation au niveau des zones à densité variable. Le coût moyen de raccordement de l'abonné risquerait alors d'augmenter fortement pour les zones peu denses.
2. il n'est pas pris en compte le fait que dans les zones très denses, le service déjà disponible en haut débit est en général de qualité appréciable et qu'il permet l'accès au triple-play. Aussi, ne serait-il pas plus opportun d'inciter la création de nouveaux réseaux en des secteurs où le service est de qualité secondaire ?

Par ailleurs, je souhaiterais savoir si le calcul du coût à la prise réalisé par l'ARCEP en zones denses et moins denses tient compte du taux de pénétration réel à attendre auprès des clients potentiels ?

Enfin, je constate qu'il n'est pas tenu compte des réseaux d'initiatives publics mis en œuvre par un certain nombre de collectivités. Aussi, ne conviendrait-il pas que l'ARCEP soutiennent les territoires où des réseaux d'initiatives publiques existent ou sont en cours de déploiement ? Il s'agirait d'inciter fortement les opérateurs à les utiliser.

.../...

...

Il est en effet primordial, au travers des missions de l'ARCEP, de soutenir l'action des collectivités locales dans le cadre du déploiement de ces réseaux d'initiatives publiques. La présence d'opérateurs tels que FREE, NEUF ou ORANGE peut permettre à moyen terme, de faciliter le déploiement de ces infrastructures, d'en augmenter le taux de pénétration auprès de la population et donc d'en améliorer la rentabilité. On pourrait ainsi constater des incidences sur les tarifs d'accès sur ces réseaux ou encore sur les subventions à mobiliser pour permettre leur réalisation.

Tels sont les points sur lesquels je tenais à appeler votre attention.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de ma considération très distinguée.

Le Président,
Jean-François PELLETIER
Conseiller Général



Monsieur Jean-Claude MALLET
Président de l'ARCEP
7 Square Max Hymans

75730 PARIS CEDEX 15

*NB : J'adresse ce jour un exemplaire de la présente à Monsieur Xavier PINTAT,
Président de la Fédération Nationale des Collectivités Concédantes et Régies.*

